



# fil infos

n°24

Le fil infos « **campements illicites / résorption des bidonvilles** » rend compte des actions de la Dihal en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illicites et de résorption des bidonvilles. Il donne plus largement des informations sur l'actualité dans ce domaine. Il est adressé aux correspondants départementaux de la Dihal et à ses partenaires. Vos contributions sur les initiatives menées dans vos territoires sont les bienvenues à l'adresse : [pointcontact.campements@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pointcontact.campements@developpement-durable.gouv.fr)



## A la une

### Bilan des actions soutenues en 2015-2016 par la Dihal

Depuis 2013, l'Etat consacre une enveloppe annuelle de crédits pour soutenir les actions de résorption des bidonvilles à travers toute la France, dans le cadre de la circulaire du 26 août 2012. Au total, sur les années 2013, 2014, 2015 et 2016, ce sont 15 millions d'euros qui y ont été affectés. Ces crédits dont la répartition est proposée par la Dihal, en lien avec la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), qui en sont gestionnaires, ne représentent pas l'ensemble des crédits finançant les actions mises en œuvre dans les territoires (nuitées d'hôtel, intermédiation collective, etc.). Ils ont vocation à **créer un effet levier, à favoriser le dialogue avec les collectivités et à permettre un suivi national des actions territoriales**. Chaque année, les projets soutenus sont ainsi analysés et font l'objet de bilans. Cette année, la DIHAL a choisi de publier **un rapport de synthèse** de 200 pages. Ce document comprend deux grandes parties :

- > **les focus thématiques** analysent les actions soutenues dans 5 domaines : habitat, emploi et formation, éducation et scolarisation, santé



Anticipation et accompagnement  
des démantèlements de campements illicites  
Résorption des bidonvilles



Bilan des actions soutenues en 2015-2016  
par la Dihal, la DGCS et la DHUP



Couverture de la brochure bilan

et accès aux soins, participation et engagement des personnes ;

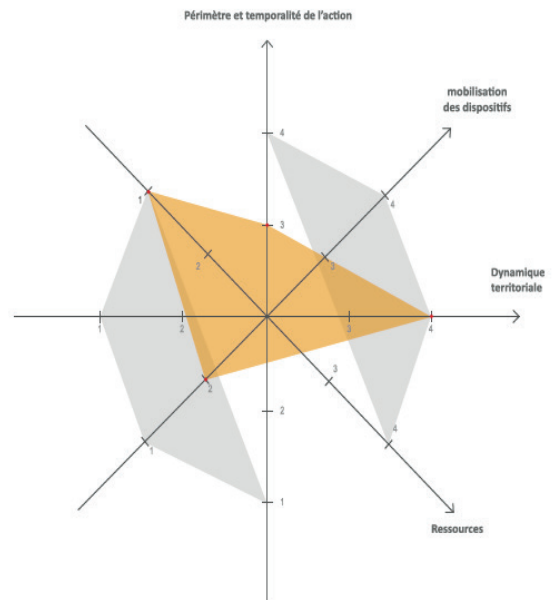
(suite page 2)

> les **fiches territoires** répertorient, pour chaque département, les actions conduites, en les caractérisant (à travers le périmètre et temporalité de l'action, la mobilisation des dispositifs, la dynamique territoriale et les ressources) et en proposant une représentation

### Les chiffres clés du bilan

- En 2015, 54 projets soutenus concernant 6 320 personnes dans 24 départements
- En 2016, 61 projets soutenus dans 23 départements
- Depuis 2013, dans le cadre de ces projets, plus de 5 700 personnes ont pu accéder à un logement ou un hébergement, plus de 1 000 personnes ont pu accéder à un emploi, et près de 4 000 enfants ont été scolarisés

graphique des territoires (cf. ci-contre). Par ailleurs, des zooms sur des cas concrets mettent en avant quelques actions en particulier. Globalement, ce rapport montre des **dynamiques positives** (notamment à Toulouse, à Strasbourg, à Metz et à Gardanne) et **l'importance de l'implication des collectivités locales pour garantir la réussite d'une action de résorption des bidonvilles**. Il témoigne également des projets innovants comme à



Exemple de représentation graphique d'un territoire autour des quatre variables de référence

Lyon (I2E), ou à Rezé en Loire-Atlantique, qui méritent un suivi particulier.

[Consulter la brochure «Bilan des actions 2015-2016» sur le site internet de la DIHAL](#)



## Actus Dihal

### Lancement de la procédure de suivi des actions soutenues par l'enveloppe des crédits dédiés aux campements illicites et bidonvilles

La Dihal a engagé la procédure de suivi des actions qu'elle soutient dans les départements afin de préparer **la répartition des crédits 2017 de l'enveloppe nationale consacrés à la résorption des campements illicites et des bidonvilles**. Le Dihal a envoyé à cet effet une note aux préfets concernés le 30 janvier. Ce suivi s'effectuera **dans le cadre de**

**visites dans les territoires et de visio-conférences**. Il devra notamment permettre de vérifier l'existence d'une stratégie partenariale entre les différents acteurs locaux et d'évaluer les résultats en matière de résorption des bidonvilles sur la durée. Ce suivi débouchera sur une proposition de répartition des crédits 2017 entre les régions.

### Visite de la base de vie à Ris-Orangis (Essonne)

La DIHAL s'est rendue le 25 janvier sur la base de vie de Ris-Orangis dans l'Essonne qui **permet depuis 2013 d'accueillir environ 25 familles issues de bidonvilles**, en leur proposant un logement modulaire temporaire et un accompagnement social durable. Conduit par l'association **Le Rocheton**, ce projet affiche **un taux de sorties positives très élevé** (l'ensemble des familles ont réussi à accéder à un logement après 18 mois et à décrocher un emploi durable). En juin 2016, l'action a été reconduite pour la troisième année consécutive. Elle a vocation à s'intégrer pleinement dans le cadre de la stratégie régionale de la résorption des bidonvilles en Ile-de-France, en appui de la plateforme AIOS. Un des



Habitat modulaire sur la base de vie de Ris-Orangis

Source : Dihal

éléments clefs de cette action est la mise en place d'un contrat de séjour avec les familles comportant des conditions claires et un engagement durable de tous les partenaires.



## Dans les territoires

### Comité de pilotage à la Préfecture des Bouches-du-Rhône en présence du DIHAL

Le 23 janvier a eu lieu à Marseille un comité de pilotage et de suivi des actions conduites sur les campements illicites et bidonvilles présidé par le Préfet délégué pour l'égalité des chances des Bouches-du-Rhône avec la participation du DIHAL, Sylvain Mathieu. Il rassemblait les opérateurs et associations impliqués : HAS, Soliha, Association des cités du secours catholique, AMPIL, SIAO13, Paroles Vives, Ville de Gardanne. **La structuration progressive de l'action locale autour du rôle pivot**

**du SIAO** témoigne d'une dynamique positive sur le territoire malgré les difficultés rencontrées pour engager des partenariats avec les collectivités locales. La qualité de certaines actions est à souligner comme **le dispositif de relogement mis en œuvre par HAS** (plus de 50 ménages accompagnés en 2016) ou encore **la résorption totale du campement du Puits Z à Gardanne**. Cette réunion a permis un examen des actions conduites en 2016 en vue de la reconduction des soutiens apportés par la DIHAL en 2017.

### Une année de mise en oeuvre de l'action de sécurisation d'un bidonville à Ivry-sur-Seine par l'association Convivances

Il y a un an l'association Convivances signait avec le propriétaire privé d'un terrain à Ivry-sur-Seine un **commodat renouvelable par tacite reconduction chaque année pour l'occupation d'un terrain**. Ce dispositif a permis à l'association opératrice d'engager **un travail de sécurisation du terrain et d'accompagnement des 11 familles présentes, en vue d'une résorption progressive du bidonville**. Les premiers aménagements ont consisté au raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau et au ramassage des déchets. Des habitats modulaires seront prochainement installés. L'accompagnement des familles à travers un contrat d'occupation **a permis la scolarisation de tous les enfants** et une organisation de la vie du site. Le lien avec l'environnement et le tissu local se traduit par la participation au comité de quartier, le travail avec les collectifs et les bénévoles. Le développement de partenariats avec les institutions (au premier rang desquelles la ville d'Ivry-sur-Seine dont l'appui

a été capital dans la mise en oeuvre du projet), des associations et des fondations, notamment pour diversifier les financements, a été un axe fort de la première année d'action. Les priorités actuelles portent sur l'aménagement de l'habitat, l'installation des blocs sanitaires et l'insertion des habitants par l'emploi.



L'entrée du site avec la boîte postale (à g.) ; un des deux blocs sanitaires qui seront prochainement installés (à d.)

Source: Dihal



## Europe / International

### Un nouvel outil de «reporting» des politiques nationales en faveur de l'inclusion des Roms mis en place par la Commission européenne

Pour 2017, la Commission européenne a demandé aux Etats membres d'utiliser un nouvel outil de «reporting» des politiques en faveur de l'inclusion des populations Roms et des gens du voyage.

**Cet outil**, créé en cohérence avec les recommandations émises par le Conseil de l'Union européenne en 2013, **a pris en compte, à la demande de la France et d'autres Etats, le fait que**

**certains pays n'ont pas d'approche ethnique dans leurs politiques publiques**. La DIHAL, en partenariat avec les administrations centrales concernées, sous le pilotage du SGAE (Secrétariat général aux affaires européennes), répondra aux questions de la Commission européenne dans ce nouvel outil en mars 2017.



## Réseaux / partenariats

### Rencontre avec l'association ACINA

La DIHAL a rencontré le 30 janvier les responsables de l'association ACINA (Accueil, Coopération et insertion pour les nouveaux arrivants) dans ses locaux à Paris. ACINA a été créée en janvier 2014. Elle compte aujourd'hui 4 collaborateurs et s'appuie sur un réseau de 50 bénévoles. Sa mission consiste à **lutter contre l'exclusion des personnes vivant en bidonvilles ou squats à travers l'insertion professionnelle**. L'association intervient actuellement sur 6 différents bidonvilles

en Ile-de-France avec un suivi régulier de plus de 30 personnes au quotidien. Environ 20 personnes reçoivent chaque semaine des cours de français par des bénévoles. L'insertion par emploi est la voie d'entrée de l'action d'ACINA, mais elle ouvre également sur des démarches de scolarisation, de domiciliation ou encore d'orientation vers les structures adaptées.

[Site internet de l'association ACINA](#)

### Partenariat avec l'Université Harvard et la Fondation FXB (François-Xavier Bagnoud)

La Fondation FXB et l'université Harvard organisent depuis trois ans des stages de recherche-action pour des étudiants de Harvard dans le domaine de la santé et des droits de l'Homme en France, notamment dans le domaine de la résorption

des bidonvilles. Déjà en lien avec la responsable pédagogique Myriam ZUBER depuis 3 ans, la DIHAL accueillera cette année **un stagiaire en juin et juillet pour travailler notamment sur l'évaluation des projets de résorption de bidonvilles**.

### Semaine d'éducation et d'action organisée par la DILCRAH en mars 2017



La Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH) organise entre le 18 et 26 mars 2017 une semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme. Les associations, les établissements scolaires ou encore

les universités seront mobilisés pour lutter contre les préjugés. Les différents opérateurs peuvent proposer des projets sous la forme des débats, ateliers, forums ou rencontres afin de promouvoir la tolérance et l'enrichissement mutuel.

<http://semaine21mars.tousuniscontrelahaine.gouv.fr/>



## Sans commentaires... et sous toutes réserves Revue des sujets relayés sur internet et dans la presse

Article de Bernard Devert dans *Témoignage Chrétien* sur l'action de relogement des familles issues de bidonvilles lyonnais à Luzy dans la Nièvre : <http://temoignagechretien.fr/articles/la-fragilite-semence-dhumanite>

L'association « Rencontres Tsiganes » dénonce les préjugés sur les Roms et souligne les cas exemplaires sur le chemin de la réussite : <https://www.rencontrestsiganes.asso.fr/2017/01/marseille-ces-roms-sur-le-chemin-de-la-reussite>

### « Du bidonville à l'emploi » : reportage de BFMTV sur les résultats du projet OPCALIA

BFMTV a suivi un des bénéficiaires de la formation OPCALIA (cf. Fil infos n°23). Ce reportage montre l'apport positif de cette formation à travers une coopération partenariale entre les associations, l'AFPA et l'Etat:

[Lien vers le reportage BFMTV](#)



Un extrait du reportage

Source: BFMTV

La loi «Egalité et Citoyenneté» du 27 janvier 2017 étend la trêve hivernale sur les expulsions aux « lieux habités »: <http://romeurope.org/spip.php?article1702>

Le CNDH Romeurope publie son rapport annuel avec 20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en bidonvilles et squats : <http://romeurope.org/spip.php?article1702>